

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2013/31858]

8 FEVRIER 2013. — Décret instituant une centralisation financière de la trésorerie de la Commission communautaire française et de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° "Collège" : le Collège de la Commission communautaire française;

2° "Institut" : l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle créé par décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;

3° "Caissier centralisateur" : l'établissement de crédit qui assure la fonction de caissier pour la Commission communautaire française;

4° "Etat global" : la position nette de trésorerie déterminée à partir de l'ensemble des soldes de tous les comptes de la Commission communautaire française et de l'Institut ouverts auprès du Caissier centralisateur, en montant et date valeur;

5° "Avoirs de l'Institut" : l'ensemble des moyens financiers dont dispose l'Institut, à savoir toutes les subventions octroyées à l'Institut, de quelque nature que ce soit, tous les avoirs propres de l'Institut, tels qu'énumérés à l'article 25 et 26 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, à l'exception du Compte Entreprises de l'Institut;

6° "Compte Entreprises" : compte sur lequel sont payées les prestations de formation et/ou de consultance pédagogique réalisées par l'Institut sur commande d'une entreprise;

7° "Placement" : l'ensemble des produits proposés par les institutions financières ainsi que les produits d'investissement se présentant sous la forme d'une acquisition de titres (actions, parts de sociétés, obligations, créances, produits d'épargne ...);

8° "Gestion de la trésorerie" : l'ensemble des décisions, règles et procédures, y compris les placements, qui assurent la gestion des flux financiers dans l'objectif de permettre à la Commission communautaire française et à l'Institut de disposer à tout moment des liquidités nécessaires pour exercer et développer leurs missions en assurant le maintien de leur équilibre financier instantané;

9° "Outils de gestion de la centralisation des trésoreries" : l'ensemble constitué du plan de trésorerie, du plan de décaissement, du plan de liquidation, du compte de transit et des valeurs disponibles;

10° "Plan de trésorerie" : le plan prévisionnel des flux de gestion courante, des flux d'investissement et des flux de financement (disponibilités en caisse ou en banque), visant à identifier l'échéancier des encaissements et décaissements futurs au regard des éléments suivants : la situation de la trésorerie en début de période considérée, les encaissements, les décaissements et la situation de la trésorerie à la fin de la période considérée;

11° "Plan de décaissement" : la partie du plan de trésorerie qui identifie clairement, à titre prévisionnel, l'échéancier des décaissements futurs;

12° "Plan de liquidation" : l'échéancier des tranches de dotations qui sont versées sur le compte de transit;

13° "Compte de transit" : le compte ouvert auprès du Caissier centralisateur sur lequel transitent les tranches de liquidation de la dotation ainsi que toute autre intervention, versées par la Commission communautaire française en faveur de l'Institut;

14° "Valeurs disponibles" : liquidités dont dispose l'Institut sur ses comptes courants ouverts auprès du Caissier centralisateur, dont le montant autorisé représente deux mois de dépenses de l'Institut;

15° "Comptes courants" : comptes de l'Institut à partir desquels s'effectuent toutes les dépenses et sorties de fonds de l'Institut et sur lesquels sont versés toutes les recettes et paiements en faveur de l'Institut, à l'exception des recettes du compte Entreprises.

Art. 3. Une centralisation des trésoreries est instituée entre l'Institut et la Commission communautaire française.

Sans préjudice de l'application de l'article 11, l'Institut est tenu d'ouvrir tous ses comptes financiers auprès du Caissier centralisateur et d'y verser tous ses avoirs et ses placements, en ce compris ses valeurs disponibles, à l'exception du compte Entreprises.

Le compte Entreprises n'est pas soumis à la centralisation. Le compte Entreprises ne peut faire l'objet d'aucun transfert en provenance des comptes centralisés ou d'aucune autre recette que celles générées par les prestations de formation et/ou de consultance pédagogique réalisées par l'Institut, sur commande d'une entreprise.

L'Institut dispose de ses avoirs dans le respect des règles budgétaires adoptées par ou en vertu du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle.

Art. 4. L'Institut confie au Caissier centralisateur l'exécution matérielle de ses opérations de recettes et de dépenses ainsi que la tenue de tous ses comptes financiers, selon les conditions générales convenues par la Commission communautaire française et le Caissier centralisateur.

Art. 5. § 1^{er}. – Un Comité de trésorerie est institué. Ce comité est composé :

- d'un représentant de l'Institut,
- d'un représentant des services du Collège,
- d'un représentant du service de la trésorerie de la Commission communautaire française et, s'il y a lieu, de l'organisme désigné par elle pour assurer la gestion de la trésorerie,
- d'un représentant du Membre du Collège ayant la tutelle sur l'Institut,
- d'un représentant du Membre du Collège ayant le Budget dans ses attributions.

Ce Comité est présidé par le représentant du service de la trésorerie de la Commission communautaire française ou, le cas échéant, de l'organisme auquel la Commission communautaire française a confié la gestion de la trésorerie.

§ 2. – En tant qu'organe de concertation, le Comité est chargé :

- de vérifier le bon déroulement des opérations de gestion de la trésorerie;
- d'analyser les plans de trésorerie et de décaissement, proposés par l'Institut en vertu de l'article 2;
- de proposer, le cas échéant, les adaptations nécessaires de la gestion centralisée des trésoreries;
- de remettre un avis favorable ou défavorable sur toute demande de l'Institut de contracter une ligne de crédit sur son compte courant en application de l'article 7 du décret.

Le Comité élabore et adopte la structure et le contenu du plan de trésorerie.

Le Comité prend ses décisions par consensus. En l'absence de consensus, le Comité en réfère au Collège qui statue.

§ 3. – Le Comité de trésorerie fixe, dès sa première réunion, son règlement d'ordre intérieur.

Le Comité de trésorerie se réunit au moins deux fois par an ou à l'initiative d'un de ses membres.

Le secrétariat du comité est assuré par le service de la trésorerie de la Commission communautaire française.

Art. 6. § 1^{er}. – Le Caissier centralisateur calcule l'état global.

§ 2. – La gestion de la trésorerie est confiée au service de la trésorerie de la Commission communautaire française et, le cas échéant, à l'organisme chargé de cette mission, au terme d'un marché de services.

Les comptes financiers de l'Institut ne donnent pas lieu à des intérêts débiteurs et créditeurs à sa charge ou à son profit, à l'exception du compte Entreprises.

Art. 7. L'Institut est autorisé à contracter une ligne de crédit sur son compte courant uniquement par dérogation motivée accordée par le Membre du Collège ayant le Budget dans ses attributions et le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle. Les coûts relatifs à cette ligne de crédit sont à charge de l'Institut.

Art. 8. Le Collège fixe les modalités de mise en œuvre des outils de gestion de la centralisation des trésoreries.

Une convention entre la Commission communautaire française, l'organisme mandaté le cas échéant par celle-ci pour assurer la gestion de la trésorerie et l'Institut détermine également les modalités d'application, éventuellement nécessaires, de la centralisation des trésoreries de la Commission communautaire française et de l'Institut.

Art. 9. L'article 8 du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle est remplacé par ce qui suit :

"Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le Comité de gestion dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Institut, à l'exception de la gestion de sa trésorerie qui est confiée au service de la trésorerie de la Commission communautaire française."

Art. 10. Chaque année, au moment du dépôt du budget initial de l'exercice suivant, le Collège de la Commission communautaire française fait rapport à l'Assemblée de la Commission communautaire française sur la politique menée en matière de gestion de sa trésorerie au cours de l'année antérieure. Ce rapport est complété par un rapport sur la centralisation des trésoreries.

Art. 11. A la date d'entrée en vigueur du présent décret, les comptes sur lesquels sont placés des montants qui ne sont pas libérables sans pénalité avant échéance restent ouverts jusqu'à l'échéance du terme convenu. Les montants une fois libérés de ces comptes doivent, à l'échéance du terme convenu, être confiés au Caissier centralisateur.

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 février 2013.

VERTALING

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

[C – 2013/31858]

8 FEBRUARI 2013. — Decreet houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie en van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen

Artikel 1. Dit decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 127 en 128 ervan.

Art. 2. In de zin van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° "College" : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° "Instituut" : het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding opgericht bij decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

3° "Centrale kasbeheerder" : de kredietinstelling die de rol opneemt van kasbeheerder voor de Franse Gemeenschapscommissie;

4° "Globale stand" : netto stand van de thesaurie zoals bepaald op grond van de saldo's van alle rekeningen van de Franse Gemeenschapscommissie en van het Instituut bij de Centrale kasbeheerder, in bedrag en valutadag;

5° "Activa van het Instituut" alle financiële middelen waarover het Instituut beschikt, met name alle subsidies die werden toegekend aan het Instituut, van welke aard dan ook, alle eigen activa van het Instituut, zoals opgesomd in artikel 25 en 26 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, met uitzondering van de rekening Bedrijven van het Instituut;

6° "Rekening Bedrijven" : rekening waarop alle betalingen gestort worden voor diensten voor opleiding en/of pedagogische raadgeving die door het Instituut geleverd worden in opdracht van een bedrijf;

7° "Belegging" : alle producten zoals voorgesteld door de financiële instellingen alsook de beleggingsproducten in de vorm van een aanschaf van effecten (aandelen, aandelen in een vennootschap, obligaties, schuldvorderingen, spaarproducten ...);

8° "Beheer van de thesaurie" : alle beslissingen, regels en procedures, met inbegrip van de beleggingen, die het beheer van de geldstromen verzekeren zodat de Franse Gemeenschapscommissie en het Instituut op elk moment kunnen beschikken over de benodigde liquide middelen voor de uitvoering en ontwikkeling van hun opdrachten waarbij het behoud van hun ogenblikkelijk financieel evenwicht gewaarborgd wordt;

9° "Instrumenten voor het beheer van de centralisatie van de thesaurieën" : het geheel van het thesaurieplan, het uitbetalingsplan, het vereffeningsplan, de transitrekening en de beschikbare waarden;

10° "Thesaurieplan" : het prognoseplan van het dagelijks beheer, de investeringsstromen en de financieringsstromen (bedragen in kas of op de bank) met het oog op het bepalen van het tijdschema van toekomstige incasseringen en uitbetalingen in het licht van de volgende elementen : de situatie van de thesaurie in het begin van de beschouwde periode, de incasseringen, de uitbetalingen en de situatie van de thesaurie op het einde van de beschouwde periode;

11° "Uitbetalingsplan" : dat deel van het thesaurieplan waarin, voorlopig, het tijdschema van de toekomstige uitbetalingen aangegeven wordt;

12° "Vereffeningsplan" : schema van de dotatieschijven die op de transitrekening gestort worden;

13° "Transitrekening" : de rekening die wordt geopend bij de centrale kasbeheerder en via dewelke de liquidatieschijven van de dotatie en elke andere interventie lopen die gestort worden door de Franse Gemeenschapscommissie ten gunste van het Instituut;

14° "Beschikbare waarden" : de liquiditeiten waarover het Instituut beschikt op zijn rekeningen-courant bij de centrale kasbeheerder, waarvan het toegestane bedrag de uitgaven van twee maanden van het Instituut vertegenwoordigt;

15° "Rekeningen-courant" : rekeningen van het Instituut van waarop alle uitgaven van het Instituut verricht worden en waarop alle ontvangsten en betalingen ten gunste van het Instituut gestort worden, met uitzondering van de ontvangsten van de rekening Bedrijven.

Art. 3. Een centralisatie van de thesaurieën wordt ingevoerd tussen het Instituut en de Franse Gemeenschapscommissie.

Onverminderd de toepassing van artikel 11, is het Instituut verplicht om al zijn rekeningen te openen bij de centrale kasbeheerder en er al zijn activa en beleggingen op te storten, met inbegrip van zijn beschikbare waarden, met uitzondering van de rekening Bedrijven.

De rekening Bedrijven is niet onderhevig aan de centralisatie. De rekening Bedrijven mag het voorwerp niet uitmaken van een overdracht voortkomend van de gecentraliseerde rekeningen of van enig andere incassering dan die uit diensten voor opleiding en/of pedagogische raadgeving die door het Instituut geleverd worden in opdracht van een bedrijf.

Het Instituut beschikt over zijn eigen activa in overeenstemming met de begrotingsregels die bij of overeenkomstig het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding werden uitgevaardigd;

Art. 4. Het Instituut vertrouwt de centrale kasbeheerder de materiële uitvoering van diens ontvangst- en uitgavenverrichtingen toe, evenals het bijhouden van al zijn financiële rekeningen, volgens de algemene voorwaarden overeengekomen door de Franse Gemeenschapscommissie en de centrale kasbeheerder.

Art. 5. § 1. – een comité Thesaurie wordt ingevoerd. Dit comité is samengesteld uit :

- een vertegenwoordiger van het Instituut,
- een vertegenwoordiger van de diensten van het College,
- een vertegenwoordiger van de dienst Thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie en, in voorkomend geval, de door haar aangestelde instelling voor het instaan van het beheer van de thesaurie,
- een vertegenwoordiger van het lid van het College dat het toezicht heeft op het Instituut,
- een vertegenwoordiger van het lid van het College dat bevoegd is voor Begrotingszaken.

Dit Comité wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de dienst Thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie of, in voorkomend geval, van de instelling waaraan de Franse Gemeenschapscommissie het beheer van de thesaurie heeft toevertrouwd.

§ 2. – In zijn hoedanigheid van overlegorgaan is het Comité belast met :

- het toezicht op het goede verloop van het beheer van de thesaurie;
- het analyseren van de thesaurie- en uitbetalingsplannen, voorgesteld door het Instituut krachtens artikel 2;
- het voorstellen, in voorkomend geval, van de nodige aanpassingen van het gecentraliseerd beheer van de thesaurieën;
- het uitbrengen van een gunstig of ongunstig advies over elke aanvraag van het Instituut om een kredietlijn te openen op zijn rekening-courant in toepassing van artikel 7 van het decreet.

Het Comité ontwikkelt en keurt de structuur en de inhoud van het thesaurieplan goed.

Het Comité neemt zijn beslissingen bij consensus. Bij gebrek aan consensus doet het Comité een beroep op het College dat er zich over uitspreekt.

§ 3. – Het Thesauriecomité legt, vanaf zijn eerste vergadering, het huishoudelijk reglement vast.

Het Thesauriecomité houdt ten minste twee zittingen per jaar of op initiatief van een van zijn leden.

Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door de dienst Thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 6. § 1. – De centrale kasbeheerder berekent de globale stand.

§ 2. – Het beheer van de thesaurie wordt toevertrouwd aan de dienst Thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie en, in voorkomend geval, aan de instelling die met deze opdracht werd belast als resultaat van een opdracht voor aanneming.

De financiële rekeningen van het Instituut geven geen aanleiding tot debet- of creditinteressen ten zijnen bate of te zijnen laste, met uitzondering van de rekening Bedrijven.

Art. 7. Het Instituut is gemachtigd om een kredietlijn te openen op zijn rekening-courant uitsluitend bij gemotiveerde afwijking toegestaan door het lid van het College dat bevoegd is voor Begrotingszaken en het lid van het College dat belast is met Beroepsopleiding. De aan deze kredietlijn gerelateerde kosten zijn ten laste van het Instituut.

Art. 8. Het College bepaalt de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de instrumenten voor het beheer van de centralisatie van de thesaurieën.

Een overeenkomst tussen de Franse Gemeenschapscommissie, in voorkomend geval de door haar gemachtigde instelling die instaat voor het beheer van de thesaurie, en het Instituut bepaalt ook de, eventueel nodige, toepassingsmodaliteiten voor de centralisatie van de thesaurieën van de Franse Gemeenschapscommissie en van het Instituut.

Art. 9. Artikel 8 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding wordt vervangen als volgt :

“Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, beschikt het Beheerscomité over alle bevoegdheden die noodzakelijk worden geacht voor het beheer van de dienst Thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie.”

Art. 10. Elk jaar, bij het indienen van de initiële begroting voor het volgende begrotingsjaar, brengt het College van de Franse Gemeenschapscommissie verslag uit aan de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie over het gevoerde beleid met betrekking tot het beheer van haar thesaurie van het voorafgaande jaar. Dit verslag wordt aangevuld met een verslag over de centralisatie van de thesaurieën.

Art. 11. Op de datum van inwerkingtreding van dit decreet blijven de rekeningen ,waarop bedragen geplaatst worden die niet zonder boete vóór de vervaldag kunnen worden vrijgegeven, open tot op de vervaldag van de overeengekomen termijn. Eenmaal de bedragen van deze rekeningen vrijgegeven worden, op de vervaldag van de overeengekomen termijn, moeten ze toevertrouwd worden aan de centrale kasbeheerder.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 8 februari 2013.